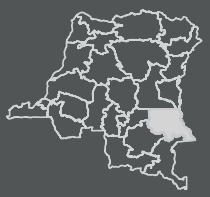


Suivi de la situation humanitaire
Indicateurs pertinents pour la réponse au COVID-19
Province du Tanganyika, République démocratique du Congo (RDC)

Fiche d'information

Mars 2021

Couverture géographique

Localités évaluées par zone de santé dans la province du Sud Kivu[1] :

Couverture de l'évaluation:

- Non évalué
- < 5 %
- 5 - 10 %
- 11 - 20 %
- 21 - 50 %
- Localité enquêtée
- Localité enquêtée (localisation estimée)
- Lacs
- Zones de santé
- Provinces
- Zambie Autres pays

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Face à l'augmentation du nombre de cas COVID19, le gouvernement a imposé, à partir du 18 décembre 2020, un couvre-feu à l'ensemble de la population ainsi que la fermeture des écoles. Le 22 février, les écoles ont cependant rouvert.[2] **Cette fiche d'information a pour objectif de fournir des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) de la province du Tanganyika, et notamment dans le contexte actuel d'urgence sanitaire.** Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le Centre de Ressources de REACH.

Méthodologie

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.[3] Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans la province. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province. Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS pour lesquelles au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées. Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où moins de 5% des localités répertoriées ont été évaluées [4]. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 15 et le 31 mars 2021, dans la province du Tanganyika. Les résultats au niveau de la province se basent sur 1025 enquêtes auprès d'IC dans 365 localités réparties dans 11 ZS. Les résultats au niveau des ZS se basent sur 1025 enquêtes auprès d'IC dans 365 localités pour une couverture de 11 ZS sur 11.**Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Sécurité alimentaire

Dans 81% **(297)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.[6,7]

La baisse de disponibilité des produits et l'augmentation des prix, deux potentiels impacts des restrictions des mouvement transfrontaliers et au sein du pays, n'ont pas été identifiées par les IC comme les raisons principales expliquant que la majorité de la population n'ait pas eu accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.[7] Les raisons les plus rapportées à cela étaient le manque de moyens de subsistance tels que des semences, outils, filets de pêche et la destruction des cultures par des insectes, animaux sauvages ou autre maladie (raisons mentionnées respectivement dans **54%** et **6%** des localités évaluées).

Dans **41%** **(151)** des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.

Dans 27% (41) des localités évaluées, les IC ont rapporté que l'augmentation des prix des céréales était entre autres liée au fait que les approvisionnements externes avaient diminué ou cessé - TOP 3 des ZS[8]:

1. Nyemba	7/13 localités évaluées
2. Kabalo	4/11 localités évaluées
3. Kansimba	4/13 localités évaluées

Eau, hygiène et assainissement

Dans **92%** **(336)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la méthode principale utilisée par la population pour le lavage des mains au cours du mois précédent n'était **pas** l'eau et le savon.

Le fait que les IC aient reporté que la population utilisait principalement de l'eau et du savon pour se laver les mains dans seulement **8%** **(29)** des localités évaluées ne semble pas être lié à un manque de disponibilité du savon. En effet, dans **1%** **(2)** des localités évaluées les IC ont identifié le savon comme un des trois principaux articles non-alimentaires essentiels non-disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent.[9]

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la méthode principale utilisée par la population pour le lavage des mains n'était pas de l'eau avec du savon - TOP 3 des ZS :

1. Kansimba	23/29 localités évaluées
2. Nyemba	25/33 localités évaluées
3. Kabalo	20/30 localités évaluées

Sur l'ensemble de cette fiche, NC : pas de consensus, NSP : Ne sait pas, NSR : Ne souhaite pas répondre. Dans le cas des graphiques circulaires, la catégorie "Autre" correspond à l'ensemble de ces réponses.

Financé par l'Union européenne Aide humanitaire

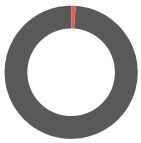
REACH Informing more effective humanitarian action

Education

Les résultats de la section éducation sont issus de questions qui visaient à déterminer les effets de la réouverture des écoles au Sud Kivu le 22 février, après leur fermeture le 18 décembre 2020 dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

Dans **39%** (142) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avaient pas accès à une école primaire fonctionnelle[10] à moins d'une heure de marche.

Les résultats ci-après sont issus d'enquêtes auprès des **151 IC ayant déclaré être enseignants ou directeurs d'école**. Il était demandé à ces IC de répondre au niveau de l'école dans laquelle ils travaillent habituellement. Les résultats sont présentés en termes de fréquence de réponses par les IC enseignants ou directeurs d'école. **77%** **(117)** de ces IC ont déclaré travailler habituellement dans une école primaire et **23%** **(34)** dans une école secondaire.



Seulement **1%** (2) des IC ont rapporté que l'enseignement n'avait pas repris dans leur école suite à la réouverture officielle des écoles dans la province. Un de ces IC a indiqué que la raison était la peur du COVID-19.

26% (38) des IC dont l'école avait repris l'enseignement ont rapporté qu'une partie des enfants qui fréquentaient leur école avant la fermeture ne la fréquentaient plus depuis la réouverture.

% d'IC par groupe cité d'enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-11 ans) qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[11,12]

Pas de groupe particulier (baisse générale de fréquentation)	**46%** (12)
Filles 6-11 ans	**31%** (8)
Garçons 6-11 ans	**23%** (6)

% d'IC par groupe cité d'enfants en âge d'aller à l'école secondaire (12-17 ans) qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[12,13] :

Pas de groupe particulier (baisse générale de fréquentation)	**50%** (6)
Filles 12-17 ans	**25%** (3)
Garçons 12-17 ans	**25%** (3)

% d'IC par raison pour laquelle les filles en âge d'aller à l'école primaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[13] :

Manque de moyens suite aux effets des mesures contre le COVID-19	**6/8 IC enquêtés**
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	**1/8 IC enquêtés**
Peur du COVID-19	**1/8 IC enquêtés**

% d'IC par raison pour laquelle les garçons en âge d'aller à l'école primaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[13] :

Manque de moyens suite aux effets des mesures contre le COVID-19	**4/6 IC enquêtés**
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	**2/6 IC enquêtés**

% d'IC par raison pour laquelle les filles en âge d'aller à l'école secondaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[13] :

Enfants mariés durant la fermeture des écoles	**1/3 IC enquêtés**
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	**1/3 IC enquêtés**
Manque de moyens suite aux effets des mesures contre le COVID-19	**1/3 IC enquêtés**

% d'IC par raison pour laquelle les garçons en âge d'aller à l'école secondaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture[13] :

Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	**3/3 IC enquêtés**

24% **(36)** des IC dont l'école avait rouvert ont rapporté que le paiement de leur dernier salaire datait d'avant janvier 2021. **33%** **(49)** des IC dont l'école avait rouvert ont rapporté que leur école demandait le paiement de frais scolaires aux familles des enfants qui fréquentaient l'école. Bien que l'enseignement primaire soit gratuit depuis septembre 2019, les enseignants ne sont pas tous mécanisés. La rémunération des enseignants revient donc parfois aux parents afin que leurs enfants puissent être scolarisés, ce qui pourrait expliquer ce résultat. Cette tendance est en hausse vraisemblablement depuis le retour progressif des élèves à l'école.[14]

88% (131) des IC ont rapporté que leur école avait mis en place des mesures de protection contre le COVID-19 depuis la réouverture[13] - % par

Lavage des mains	**93%** (122)
Port du masque	**75%** (57)
Distanciation	**8%** (10)

Communication

Dans **53%** **(192)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la source d'information considérée comme la plus fiable par la population pour obtenir des informations liées au COVID-19 était la radio. Les IC ont rapporté que l'information la plus utile à la population serait celle sur l'accès à l'assistance humanitaire da **84%** **(306)** des localités évaluées, tandis que l'information liée au COVID-19 serait seulement la plus utile dans **2%** **(7)** des localités évaluées.

Notes de fin

1. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.

2.Radio Okapi, Réouverture des écoles : quelles sont les dispositions prises contre la propagation de COVID-19 ?, 15.02.2021

3. Afin de limiter les risques liés au COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considéra que les risques peuvent être limités de façon acceptable.

4. Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la base de données opérationnelle commune des localités en RDC diffusée sur le Humanitarian Data Exchange (février 2017) et de la base de données GRID3 (Geo referenced infrastructure and demographic data for development project). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.

5. Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.

6. Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.

7. L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.

8. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.

9. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

10. Une école fonctionnelle est définie comme un bâtiment dédié à l'enseignement dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière (p.ex. sans être entravé par la pluie en raison du mauvais état du bâtiment, etc.). Un enseignement peut donc tout de même avoir lieu même s'il n'y a pas d'école fonctionnelle (p.ex. des cours peuvent avoir lieu dehors ou dans un bâtiment non-durable).

11. Pourcentage calculé sur le total des IC ayant déclaré que leur école dispensait le niveau d'éducation respectif (primaire, primaire et secondaire, secondaire) et qu'une partie des enfants qui fréquentaient leur école avant la fermeture ne la fréquentaient plus depuis la réouverture.

12. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

13. Question posée uniquement aux IC ayant déclaré que le groupe respectif (garçons, filles, pas de groupe particulier - en âge primaire ou secondaire) ne fréquentait plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture.

14. Acaps, Les défis de l'éducation & de la protection de l'enfance à l'Est de la RDCImpact de la COVID-19, conflit et réforme politique, Octobre 2020

Financé par l'Union européenne Aide humanitaire

REACH Informing more effective humanitarian action